



MACRON / BLANQUER : PRIORITE A L'AUSTERITE

Contre les suppressions de postes dans l'Education nationale

Pour stopper le gouvernement et sa casse sociale

Tous et toutes en GREVE le 9 octobre 2018

■ La CGT est la première confédération syndicale de France.

Dans l'enseignement public, la CGT, c'est la CGT Educ'action.

Enseignant-es, personnels administratifs, personnels de vie scolaire, AESH, personnels de santé ou des services sociaux, personnels de labo, titulaires, non-titulaires, stagiaires...
toute-s ensemble nous construisons une école qui forme et émancipe.

Rejoignez-nous !

Ensemble nous pouvons lutter contre des réformes qui dégradent constamment le Service public d'Éducation et qui dégradent donc nos conditions de travail et les conditions d'études des élèves.

■ L'ECOLE EST UNE PRIORITE ?

1800 suppressions globales de postes dans les collèges et lycées pour la rentrée 2019 !

↳ 2600 suppressions de postes dans le se-

cond degré avec une augmentation du nombre d'élèves

↳ Hausse des effectifs/classes

↳ dégradation des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.

↳ Suppression de 400 postes administratifs et techniques. 1 poste supprimé dans un EPLE ou un service, c'est du travail reporté sur les personnels maintenus en place ET une mobilité forcée.

OBJECTIF BUDGETAIRE 2019 : 3000 suppressions de postes dans le second degré public et les services administratifs !



■ PRIORITE DONNEE AU 1er DEGRE ?

Création de 1800 postes fléchés pour les dédoublements CP-CE1 en éducation prioritaire.

Mais pas assez nombreux pour couvrir tous les besoins, il y aura donc

↳ des suppressions de postes pour compenser les besoins

↳ une augmentation des effectifs par classe dans les autres niveaux.



■ DES SALAIRES TOUJOURS BLOQUES : L'ARNAQUE PPCR !

Avec le PPCR, c'est

↳ l'accentuation de la pression hiérarchique

↳ la création d'une classe exceptionnelle qui exclut 80% des agents

↳ une rémunération au mérite sans revalorisation salariale réelle.

↳ la casse du statut général de la Fonction publique

C'est surtout un retour à la politique Sarkozy :

↳ gel du point d'indice

↳ suppression massive de postes

↳ développement des heures supplémentaires pour « augmenter » les salaires...

Avec ces mesures, c'est une nouvelle dégradation des conditions de travail, le développement de la concurrence entre collègues, l'arbitraire des chef-fes d'établissement et le danger de voir intégrer les 2h sup dans les ORS des personnels (CAP 2022 préconisait la création d'un nouveau corps à 20h hebdomadaires)...

